

LA PRESSION FISCALE: QUELS IMPACTS SUR LES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRENEURS DE LA PROVINCE DU SUD-KIVU EN RD du Congo ?¹

LUENI NDALE MIBULA Immaculé
Et MASOKA WAMTU BIBISH NGABO.

RESUME

La présente étude s'assigne comme objectif d'analyser l'impact de la pression fiscale sur les investissements des entrepreneurs de la province du Sud-Kivu en RD du Congo. Elle essaie également d'évaluer s'il existerait une relation positive ou négative entre la fiscalité appliquée aux entrepreneurs et les investissements des entreprises du Sud-Kivu en RD du Congo mais aussi déterminer le niveau à partir duquel la taxation fiscale est soutenable ou viable. Grâce à la modélisation par usage de la méthode de régression multiple avec l'application des moindres carrés ordinaires à l'aide du logiciel SPSS 20, Excel et Eview nous avons procédé à analyser des relations qui existent entre la variable endogène et les variables exogènes afin de tester nos hypothèses. Nous avons abouti aux résultats selon lesquels le système fiscal congolais porte en lui même les germes de son inefficacité. Par conséquent, il ne pourra être un levier de l'investissement que s'il est plus équitable et moins contraignant, que si le contribuable congolais paye son impôt avec un sens de civisme et de loyauté. Telles doivent être désormais les nouvelles bases d'un système fiscal qui favorise l'investissement, l'expansion des entreprises et donc la création d'emplois et des richesses.

Mots clés: Fiscalité, pression fiscale, investissements, croissance économique et développement économique.

0. Introduction

Dans tous les pays du monde, la fiscalité constitue une source des recettes de l'Etat. Au demeurant dans les Etats modernes, elle est la source principale et la plus saine de financement des dépenses Publiques de l'Etat de même qu'elle est aussi un instrument de la politique économique entre les gouvernements, dans la mesure où elle permet de réguler l'économie selon les nécessités du moment et suivant les aspirations du peuple. La République Démocratique du Congo ne peut vouloir échapper à cette réalité de temps, elle

¹ LUENI NDALE MIBULA Immaculé, Doctorant en Economie Publique et Développement à l'Université de Kisangani (RD du Congo) et MASOKA WAMTU BIBISH NGABO, Professeure à l'ISP/Bukavu (RD du Congo)

doit faire face à des défis majeurs de reconstruction et de développement, aux sorties des conflits à plusieurs phases et aux effets dévastateurs.

La fiscalité est un levier portant du développement d'un pays par ce que, non seulement elle fournit les sources nécessaires pour financer les objectifs du développement et la réduction de la pauvreté, mais elle constitue aussi un des éléments important qui crée l'environnement légal dans lequel doivent évoluer les activités économiques: production, consommation, échange, investissement. Les politiques économiques de tous les pays en développement cherchent des voies et moyens pour réajuster leurs économies et rattraper le retard ou l'écart qui leur sépare de pays développés. Ces pays confrontés au problème de financement de leurs activités économiques avec des ressources domestiques insuffisantes. La fiscalité est l'un des facteurs déterminants de la croissance. Si l'activité productive augmente, les recettes fiscales suivent de manière significative. Et contrairement, la stagnation de la croissance pousse vers la recherche des recettes exceptionnelles (comme la privatisation) ou l'augmentation de la pression fiscale. La notion de « système fiscal » est utilisée par les fiscalistes pour désigner l'ensemble des impôts appliqués à un moment donné dans un pays déterminé. Il peut paraître excessif de parler de système fiscal dans la mesure où la formule semble impliquer l'existence d'une combinaison harmonieusement et logiquement agencée alors que l'observation des diverses structures fiscales montre qu'elles sont le plus souvent constituées d'éléments épars, plus ou moins cohérents, qui résultent plus d'une sédimentation et d'une juxtaposition que d'une réflexion abstraite. Reflet de l'état d'une société, traduction de la nature de pouvoir, la structure fiscale d'un pays dépend certes des choix du pouvoir politique mais demeure soumise à l'influence de facteurs sociaux, économiques, psychologiques avec lesquels les gouvernements doivent composer. Cependant, tout système fiscal comprend deux grands axes : Une structure normative qui comprend les principes de base (taux d'imposition, base imposable, unité d'imposition etc....), et le second axe qui englobe les dérogations qui représenteront l'intervention de l'Etat visant à réguler le développement économique et social, cette action volontaire de l'Etat par l'intermédiaire de la fiscalité s'effectue sous forme de mesures incitatives sélectives représentant des pertes volontaires de recettes budgétaires que l'on peut qualifier de « dépenses fiscales ».²

² MAROUAN RADOUI, Impacts de la pression fiscale sur les entreprises marocaines, Mémoire de DEA en Economie, FSJESA, 2008, p.35.

Au cours de ces dernières années, des taxations de plus en plus fortes se sont exercées pour réformer les systèmes fiscaux nationaux. Ces taxations sont d'abord d'origine externe, dans la mesure où la compétition entre économies nationales passe aussi par la fiscalité. Mais les régimes fiscaux subissent aussi une taxation de l'intérieur. Il est vrai que les développements de la politique fiscale d'un pays ne peuvent guère être transposés directement dans un autre, car les systèmes fiscaux nationaux sont toujours le reflet de l'Histoire et des particularismes nationaux. On peut toutefois lire dans les réformes fiscales entreprises par d'autres pays en développement et des tendances et en tirer des incitations pour améliorer son propre système. Compte tenu des difficultés d'application et des problèmes d'acceptabilité politique, la plupart des pays ont toutefois procédé à de multiples mesures individuelles et réformes partielles, qui se sont traduites ici et là par une réorganisation fondamentale de l'imposition. D'un autre côté, l'investissement est devenu l'objet de convoitise des politiques publiques. Tous les Etats, y compris les plus développés, s'emploient à ajuster et à réinventer les outils incitatifs pour être encore plus attractifs de l'activité économique génératrice d'emplois et de richesses pour la collectivité. Naturellement, l'instrument fiscal est mis à contribution compte tenu de la part du coût fiscal de plus en plus élevé dans la détermination du coût final des produits et services et qui a conduit à l'émergence d'une véritable ingénierie fiscale, elle-même liée à l'ingénierie financière. A l'instar des entreprises, les Etats se sont alors mis en concurrence entre eux pour offrir l'environnement fiscal le plus attractif possible. Chaque Etat cherche à être plus compétitif, y compris en offrant une fiscalité plus compétitive qui rendrait l'entreprise plus compétitive. Cela dit, les incitations fiscales qui sont devenues une sorte de cheval de bataille entre les législations fiscales ne sont pas le facteur le plus déterminant de la décision d'investissement. Les études et enquêtes des instances compétentes placent le facteur fiscal au sixième rang parmi les facteurs qui influent sur la décision de l'investisseur³. La qualification de la main-d'œuvre et sa rentabilité, la taille du marché, l'infrastructure, la stabilité politique et la transparence du système sont autant de facteurs qui, pour l'investisseur, comptent probablement plus que la variable fiscale⁴.

L'entreprise est le pivot central de toute économie. Elle a pour but principal de maximiser sa valeur. La maximisation de la valeur implique simultanément la recherche de son équilibre financier, de sa performance financière, de la rentabilité de ses flux, la gestion de ses risques et de sa croissance. Pour ce faire, elle doit précisément définir ses objectifs et

³GBAKA, G-K, Le rôle de la fiscalité dans les pays du Tiers Monde: Cas de la Côte d'Ivoire, Thèse de doctorat en Economie, UCB, 1978, p.158.

⁴ RICARDO, D., cité par MAROUANE, RADOUIN, Op Cit, p.67.

les mettre en œuvre par les moyens de sa politique. Lorsque nous parlons des moyens de sa politique dans une entreprise, nous prenons en compte : les emprunts, les apports des associés et l'autofinancement. L'économie serait sans raison en régime d'abondance totale⁵. Raison pour laquelle suite à ses besoins de croissance et la faiblesse des ressources mises à sa disposition par ses propriétaires, l'entreprise recourt souvent à l'endettement pour relancer, accroître ses activités ou saisir des opportunités nouvelles. Comme toutes les activités d'une entreprise se traduisent en flux financiers, leur bonne gestion est une nécessité si non elle est prête à la liquidation. Plus encore, les finances se retrouvent dans toutes les activités de la firme. Ainsi, leur bonne gestion s'impose pour la survie de l'organisation et sa pérennité.

La présente étude s'assigne comme objectif d'analyser l'impact de la pression fiscale sur les investissements des entrepreneurs de la province du Sud-Kivu en RD du Congo. Elle essaie également d'évaluer s'il existerait une relation positive ou négative entre la fiscalité appliquée aux entrepreneurs et les investissements des entreprises du Sud-Kivu en RD du Congo mais aussi déterminer le niveau à partir duquel la taxation fiscale est soutenable ou viable.

1. LA FISCALITE ET CROISSANCE : DEVELOPPEMENT EMPIRIQUE

Engen et Skinner (1996) ont démontré que la fiscalité affecte négativement la croissance économique. Se basant sur le modèle de Solow, les deux auteurs montrent que la fiscalité réduit le niveau du produit et influe négativement sur la croissance à long terme. Selon cette approche, le taux de croissance économique dépend du capital physique et humain disponible et de l'évolution de leur productivité. Plus formellement, on a :

$$y_i = \alpha_i k_i + \hat{\alpha}_i m_i + \hat{\lambda}_i \quad (1),$$

où y_i désigne le taux de croissance du PIB réel dans le pays i , k_i le taux de croissance du capital dans le pays i , m_i le taux de croissance de la main d'œuvre, λ_i la croissance de la productivité d'ensemble dans l'économie, α_i la productivité marginale du capital et $\hat{\alpha}_i$ l'élasticité du ratio du facteur travail par rapport au produit.

⁵ROUSSEAUX P, Economie politique générale, Ed. J.DUCULOT, SA, GEMBLOUX, 1975, p.2.

Dans ce cadre théorique, les auteurs donnent cinq voies par lesquelles la fiscalité peut affecter la croissance du produit⁶ :

- Les taxes élevées peuvent décourager l'investissement en diminuant le capital net, dans le cas des taux d'imposition statutaires élevés sur le revenu et le profit et d'une taxation élevée des revenus du capital,
- La fiscalité peut affaiblir l'offre de travail, en travestissant l'arbitrage entre le travail et le loisir, entre la formation et la faible qualification,
- La fiscalité peut ralentir la croissance de la production en décourageant l'investissement en matière de recherche et développement, ou en matière de haute technologie,
- La fiscalité peut avoir un impact sur la productivité marginale du capital, si elle réoriente les investissements vers les secteurs où les taxes sont les plus basses et où la productivité est des plus faibles,
- Des taxes élevées sur le travail peuvent travestir l'utilisation efficiente du capital humain, de sorte à décourager le travail dans les secteurs à haute productivité et à taxe élevée.

En d'autres termes, les pays à taxes élevées peuvent avoir les plus faibles valeurs de \hat{a} et \hat{a} , ce qui présume d'une faible croissance économique, pourvu que le capital humain et physique soit constant. A titre d'illustration, les deux auteurs ont montré qu'une baisse du taux marginal d'imposition de 5 points de pourcentage couplée à une diminution du taux moyen d'imposition de 2,5 points de pourcentage contribuerait à accroître le taux de croissance de long terme de 0,2 à 0,3 points de pourcentage. Ainsi, les réformes fiscales n'augmentent pas substantiellement la croissance, mais en améliore le niveau à long terme.

En définitive, Engen et Skinner concluent que, bien que la politique fiscale ait un impact sur la croissance économique, cet impact est modeste. Ils pensent tout de même que la politique fiscale a un impact de court terme sur la croissance économique. Ils pensent également que mis à part la taxation absolue, la structure de la fiscalité est également importante pour la croissance économique. Ainsi, les pays qui s'arrangent à collecter des impôts aux moyens

⁶ JEANSSEN, F., Les déterminants de la croissance de l'emploi des PME relatifs aux caractéristiques du dirigeant d'entreprise, Centre Européen de la PME, Belgique, 2002, p.79.

d'une large base d'impôt et d'une organisation efficiente réalisent probablement une croissance plus rapide que les pays ayant une base fiscale limitée et une organisation fiscale inefficace.

Easterly et Rebelo⁷ dans une étude visant à montrer le rapport entre les différentes mesures de politique fiscale, le niveau de développement et le taux de croissance économique, concluent entre autres que l'impact de la fiscalité est difficile à isoler. Toutefois, ils pensent que l'impact de la fiscalité sur la croissance dépend de sa structure, et que seul le taux marginal d'imposition sur le revenu explique significativement les disparités en matière de croissance. Ainsi, seules les modifications des taux d'imposition sur les revenus ont un impact sur la croissance. Certains auteurs pensent que l'impact de la politique fiscale sur la croissance est négligeable et concluent que la croissance requiert des transformations considérables dans le système fiscal. Les impôts directs auraient un impact négatif sur la croissance. Concernant l'impôt sur la consommation, s'il a un impact non négligeable sur la croissance, il est moins générateur de distorsions que l'impôt sur le revenu.⁸ Ce point de vue est également partagé par Johansson pour qui les impôts sur les sociétés grèvent le plus la croissance, suivis par les impôts sur le revenu des personnes physiques et les impôts sur la consommation. Les impôts sur l'immobilier semblent les moins nocifs. La conclusion est la même : une réforme fiscale sans incidence sur les impôts et orientée sur la croissance consisterait à transférer une partie de la base imposable des impôts sur le revenu vers des impôts moins générateurs de distorsion, comme les impôts récurrents sur l'immobilier ou ceux sur la consommation.⁹

Des réformes fiscales neutres, qui réduisent les taux d'imposition, augmentent la base fiscale, diminuent les exonérations et mettant en place des systèmes fiscaux décourageant le moins possible l'accumulation du capital, peuvent stimuler la production et l'emploi.¹⁰

De ce qui précède, il ressort que l'impôt direct sur le revenu ou l'investissement peut avoir un impact négatif sur la croissance à long terme. La croissance peut seulement être soutenable s'il existe une motivation qui oriente les individus à investir dans le capital (physique ou humain). Dans la plupart des modèles de croissance endogène, cette motivation est exprimée par le taux du retour sur investissement. Puisque les impôts sur le revenu ou l'investissement jouent sur

⁷ EASTERLY et REBELO cité par KACOU K. « Relation d'équilibre de long terme et causalité entre le déficit budgétaire, la pression fiscale, le financement extérieur et le niveau de produits en coté d'Ivoire» In Politique Economique et Développement n°114, CIRES, CAPEC, Abidjan, 2005.

⁸ SEMEDO, G., Economie des Finances publiques, Ellipse, Paris, 2001, p.19.

⁹ JOHANSSON, A. et al : « Taxation and Economic Growth" OECD Economics Department Working papers, n° 620, OECD publishing, 2008, p.96.

¹⁰ DIDIER, M, Des idées pour la croissance. Economica/Rexecode, Paris 2003, p.45.

l'efficacité marginale du capital, ils réduisent aussi la motivation des individus à investir dans les actifs fixes ou à s'éduquer, donc à stimuler la croissance. Pour cela, ils ont un impact négatif sur la croissance.

2. THEORIE SUR LES INVESTISSEMENTS

L'investissement est une opération qui a pour but de créer des biens de production ou d'équipement.¹¹ Jusqu'à la période contemporain, la plupart des investissements étaient décidés et financés par les entreprises privées et par les banques, suivant les principes de l'économie de marchés. Spéculant sur la possibilité d'accroître ses profits en augmentant sa production, l'entrepreneur décidait d'acheter de nouvelles machines, d'acquérir d'autres immeubles, de stocker des marchandises.

Devant l'incapacité de ces mécanismes libéraux à résoudre les problèmes nés de la grande crise de 1929, les Etats capitalistes ont été contraints à partir de 1930 d'adopter une véritable politique d'investissement. Le premier programme de grands travaux destinés à résoudre une partie du chômage marque ainsi les débuts de l'Etat-investisseur.¹²

Après la seconde Guerre Mondiale, en même temps qu'ils développeront leurs investissements en matière de reconstruction en particulier, les pouvoirs publics multiplieront à cette fin les mécanismes d'orientation du crédit. L'économie nationale ne progresse que si se trouve résolu ce double impératif : Trouver des capitaux en quantité suffisante et les orienter vers les secteurs prioritaires. Quantitativement, le problème est particulièrement ardu : il s'agit de trouver un équilibre entre l'épargne et la consommation. Si le premier est trop fort, les quantités des biens demandés aux producteurs auront tendance à diminuer et les chefs d'entreprises s'abstiendront de développer leur production : d'où la stagnation. A l'opposé si la consommation est excessive, il deviendra impossible de dégager par les sommes nécessaires aux investissements provoqués par cette demande accrue. La politique du « Laisser faire », qui fait dans la réalité souvent pratiquée depuis 1945, résolvait cette difficulté.

3. DETERMINANTS DES NIVEAUX DES INVESTISSEMENTS

En économie, les facteurs explicatifs du niveau d'investissement demeurent un sujet de débat. Diverses approches ont été adoptées. La « théorie de l'accélérateur », établie par A. Aftalion

¹¹ MATHIEU, G., Vocabulaire de l'économie, Paris, 1973, p.153.

¹² Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (ANAPI), note d'information n°004, RDC, 2007

puis J.M. Clark, associe les investissements réalisés chaque année aux variations des réserves en capital d'un pays résultant des fluctuations de la population annuelle : c'est la prise en compte de la demande finale qui explique l'investissement et le montant du prix du capital. Associée à d'autres hypothèses, cette approche joue un rôle considérable dans certaines des théories relatives aux cycles économiques. La « théorie néoclassique de l'investissement » se propose de déterminer un niveau de capital d'équilibre par l'intermédiaire de variables, telles que le degré d'activité, les coûts de productions, le prix des biens d'équipement et le « coûts d'opportunité » du capital (qui reflète essentiellement les intérêts que peut produire un investissement consacré à un actif financier).

L'investissement est ainsi défini par la volonté de supprimer toutes divergences entre le niveau réel du capital et le niveau de capital souhaité et cela quelle que soit la valeur des variables déterminant le premier. De multiples tentatives ont été réalisées pour définir ces relations ainsi que la « fonction de production » (fonction qui donne les relations entre les quantités de facteurs utilisés comme le travail ou le capital et les quantités de biens produits à des prix donnés) qui sous-entend, mais elles se sont tous heurtées à des problèmes d'économétrie majeurs qui prouvent, pour certaines, qu'il n'existe pas d'estimations précises du « niveau de capital » optimal lui-même et que la rapidité des ajustements est déterminante dans l'adéquation entre les investissements effectués pendant une période déterminée, disons un an, et la volonté d'atteindre un niveau voulu d'investissements. L'interprétation de l'évolution des investissements et des variables qui lui sont associés est d'autant plus délicate que les éléments utilisés pour déterminer les niveaux d'investissement varient constamment et que la plupart d'entre eux doivent être prévus bien avant de pouvoir être réalisés (c'est le cas des acquisitions de centrales électriques ou d'usines implantées sur « sites vierges »).

D'autres approches accordent une importance majeure aux anticipations de croissance des entreprises et au rôle de l'incertitude dans la détermination des niveaux d'investissement. Ces différentes théories ne s'excluent pas nécessairement l'une l'autre. Dans la mesure où les entreprises peuvent modifier tant le calendrier que le volume de leurs investissements, la réussite de ces dernières repose essentiellement sur la période choisie et sur les circonstances dans lesquelles ils seront réalisés.

4. PRESENTATION DES VARIABLES D'ANALYSE RETENUES.

Tableau n°1 Présentation des variables d'analyse retenues.

Types des variables	Référence	Raisons de rétention des variables
1. Variable endogène (Dépendante ou expliquée)		
Chiffre d'affaires	CA	Le chiffre d'affaires est défini comme étant un montant global obtenu au cours d'une période donnée des ventes de biens et services effectuées par un agent économique. On peut encore définir le chiffre d'affaires comme étant le montant total des ventes des marchandises, des produits fabriqués (et même le transfert des propriétés contre le paiement d'un prix mais également les cessions de droits ou les louages d'objets) ou des prestations de services d'une entreprise ou de toute structure commerciale durant une année (exercice comptable) et ceci dans le cadre de son activité professionnelle, courante et, normale. Le chiffre d'affaires permet donc d'apprécier l'activité et la dimension d'une entreprise et d'en suivre son évolution dans le temps. Il sert aussi à effectuer des comparaisons entre les différents acteurs du secteur économique
2. Variables exogènes (Indépendantes ou Explicatives)		
L'âge de l'entreprise ou ancienneté	ANCIENET	Il s'agit de la variable à laquelle on associe habituellement la cause de la faillite. L'âge influence positivement la croissance de l'entreprise. Papadeki souligne que le taux de faillite est plus observé chez les entreprises ayant entre 1 à 5 ans ¹³ . Cependant, Delmar affirme que

¹³ PAPADEKI, E., Les facteurs déterminants de la croissance des micros entreprises au Canada, Direction générale de la politique des PME, Canada, 2005, p.56.

		les jeunes entreprises sont plus susceptibles de croître de manière significative que les entreprises plus âgées ou, à tout le moins, d'adopter des trajectoires de croissance différentes ¹⁴ .
Secteur d'activité de l'entreprise	SAE	Celui-ci est qualitatif, il montre les activités exercées dans chaque entreprise. Par exemple : l'agriculture, le commerce général, le transport, etc.
Réduction du taux d'impôt	RTI	Elle est qualitative. La réduction du taux d'impôt peut attirer les investisseurs extérieurs à investir dans le milieu local.
Charges fiscales	CF	Elle est qualitative, elle regroupe tous les frais qui sont à la charge de l'entreprise.
Lourdeur fiscale	LF	Elle est qualitative
Les impôts et taxes	IMPTAX	Il s'agit des tracasseries fiscales, celles occasionnées par les agents de l'administration fiscale et parafiscale. Ce sont donc des impôts, des taxes, des redevances et prélèvements imaginaires qui n'ont aucun fondement dans la loi. Au Sud-Kivu en particulier et dans toute la RDC, nombreuses entreprises meurent suite à l'excès d'impôts, taxes, redevances et autres prélèvements obligés par les agents de l'administration fiscale et parafiscale.

¹⁴ DELMAR, Op Cit, p.20.

L'instabilité politique	INSTAPO	L'instabilité politique est un élément qui influe sur l'activité économique en ce sens que l'investissement direct étranger (IDE) des firmes multinationales contribue fortement à l'industrialisation d'une région. Or les firmes multinationales demeurent extrêmement sélectives dans leurs décisions d'implantation dans les pays en développement. En effet, leurs stratégies d'investissement se greffent généralement sur les dynamismes internes pré existants, et donc, elles privilégient les pays où il existe un minimum de stabilité politique ¹⁵
Le niveau d'études d'entrepreneur	NIVEN	Le niveau d'études des opérateurs économiques est aussi un élément non négligeable dans la pérennité des activités économiques. Certains opérateurs économiques ont des capitaux nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de leurs activités, mais suite à un bas niveau de formation, ils se retrouvent dans une situation de disfonctionnement des dites activités.
La pression fiscale	PF	La pression fiscale augmente les fausses déclarations des contribuables. La pression fiscale excessive détruit l'assiette imposable ; par suite le montant du produit de l'impôt est moins élevé que ce qu'il serait si le taux de fiscalité était moins élevé. Avec l'élévation des taux d'imposition, les recettes fiscales s'accroissent jusqu'à une certaine limite. Au-delà de ce seuil, variable selon les pays, les ressources fiscales

¹⁵ KUIKEU. O, Conséquences de l'instabilité politique en Afrique : de la dépendance à l'égard des matières premières, Actualité et débats, 2012, p.89.

		diminuent, l'impôt exerce un effet dissuasif sur les apporteurs de facteurs de production. En conséquence, le revenu global et la base d'imposition se réduisent. D'où le modèle, dite courbe de Laffer.
--	--	--

Tableau n°2 : Description des variables économétriques.

Variabiles	Acronymes	Modalités	Signes attendus
Variable dépendante			
Chiffre d'affaires	CA	Dichotomique prend la valeur 1 s'il y a forte augmentation et 0 si pas	+
Variables Indépendantes			
Taille de l'entreprise	TAILL	Quantitative : nombre d'employés de l'entreprise	+/-
Secteur d'activité de l'entreprise	SAE	Qualitative	+/-
Age ou durée de vie de l'entreprise (ancienneté)	ANCIENET	qualitative ; le nombre d'année d'existence de l'entreprise depuis sa création jusqu'en 2018	+/-
Niveau d'étude des Entrepreneur	NIVET	Qualitative : 0 si le dirigeant est non scolarisé, 1 si le dirigeants a un niveau primaire, 2 niveau secondaire, 3 niveau universitaire et 4 post universitaire.	+/-
Réduction du taux d'impôt	(RTI)	Dichotomique prend la valeur 1s'il y a la réduction et 0 si pas	+/-

Charges fiscales	(CF)	Qualitative	+/-
Instabilité politique	(INSTAPO)	Qualitative	-
Impôts et taxes	(IMPTAX)	Quantitative	-
Lourdeur fiscale	LF	Qualitative	+
Pression Fiscale	PF	Qualitative, 1 s'il y a instabilité et 2, si, il n'y a pas.	+/-

Source : Analyse de l'auteur

4.1 Spécification du modèle

Notre variable expliquée (Niveau d'activité des entreprises) étant dichotomisée, nous nous trouvons astreint de choisir un modèle d'analyse approprié et adapté. Dans cette perspective, Hurlin souligne que les modèles dichotomiques logit et probit admettent pour variable expliquée, non pas un codage quantitatif associé à la réalisation d'un événement, mais la probabilité d'apparition de cet événement, conditionnellement aux variables exogènes. Ainsi, on considère le modèle suivant : $\pi_i = \text{Prob}(y_i=1/x) = F(\beta X)$ où la fonction $F(\beta X)$ désigne une fonction de répartition, β est un vecteur de paramètre (inconnus) associé au vecteur x . Ce dernier désigne un vecteur de variables susceptibles d'influencer la croissance de l'entreprise.

Par contre, la probabilité que cet événement n'apparaisse pas est donné par :

$\text{Prob}(y_i=0/x) = 1 - \text{Prob}(y_i=1/x) = 1 - F(\beta X)$. Le choix de la fonction de répartition $F(\cdot)$ est à priori non contraint. Toutefois, on utilise généralement deux types de fonctions : la fonction de répartition de la loi logistique et la fonction de répartition de la loi normale centrée réduite à chacune de ces fonctions correspond un nom attribué au modèle ainsi obtenu, modèle logit et modèle probit respectivement.

Dès lors, il convient de faire un test de normalité de nos données pour nous départager quant au choix entre le modèle logit et le modèle probit.

▪ **Test de normalité**

Tester la normalité d’une distribution revient de chercher à savoir si cette distribution répond aux critères de normalité. En effet, Hurlin admet que dans une distribution normale, le coefficient d’asymétrie est égal à zéro($s=0$), et que le kurtosis est égal à trois ($k=3$).

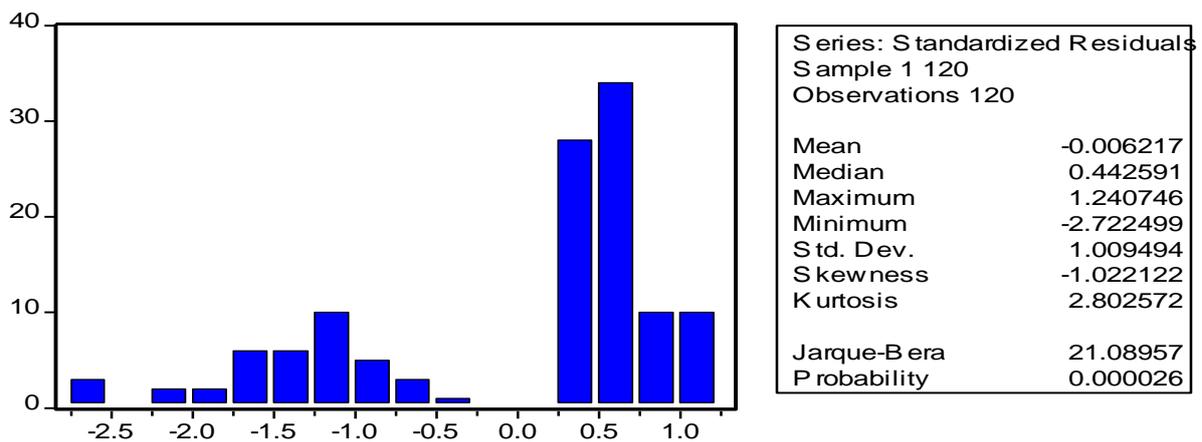
Par conséquent le test d’hypothèse de normalité se présente comme suit :

H_0 (les données suivent une loi normale) si $s=0$ et $k= 3$

H_1 (les données ne suivent pas une loi normale) si $s\neq 0$ et $k\neq 3$

Pour le cas de notre distribution, le graphique ci-dessous donne une vue d’ensemble de ce test.

Graphique n°1 : Test de normalité



Source : Traitement des données sur Eviews.

Nous appuyant au critère de la probabilité de jacques-Berra et de Kurtosis (combiné à celui du coefficient d’asymétrie), Sur base des résultats du graphique 1, nous avons rejeté l’hypothèse nulle selon laquelle les données suivent une loi normale. En effet, les résultats du graphique1, nous permettent de tirer deux conclusions. D’une part, la probabilité associée au test de Jacques –Berra est inférieure à 5%. Les résidus ne suivent donc pas une distribution normale. Ainsi, il y a des valeurs aberrantes. D’autre part, on peut remarquer que le Skewness ($-1,022122 \neq 0$) et le Kurtosis ($2,802572 \neq 3$). Partant de ces deux critères, la distribution de nos données n’est pas normale. Dès lors, il convient d’utiliser le modèle logit à la place du modèle probit ; ainsi notre modèle d’analyse est donné par :

$$\text{logit}[\text{Prob.}(\text{Niveau d'activité des entreprises}) = 1/x] = \beta_0 + \beta_1 \text{ECHEP} + \beta_2 \text{TAILL} + \beta_3 \text{NIVET} + \beta_4 \text{ANCIENET} + \beta_5 \text{VOLDER} + \beta_6 \text{TRACADIN} + \beta_7 \text{IMPTAX} + \beta_8 \text{CAPMAN} + \beta_9 \text{INSTAPO} + \beta_{10} \text{SEXE} + \beta_{11} \text{COR} + e$$

Avec β_i = les paramètres à estimer et e = terme d’erreur β

$$\beta_0 + \beta_1 \text{OBCRE} + \beta_2 \text{TAISE} + \beta_3 \text{AGESE} + \beta_4 \text{NIVODI} + \beta_5 \text{FORMEMPL} + e$$

5. ESTIMATION DU MODELE ET INTERPRETATIONS DES RESULTATS.

L'étude de l'impact de la pression fiscalité sur les investissements des entrepreneurs de la province du Sud-Kivu nous amène successivement à analyser les corrélations préliminaires, puis les résultats de la régression logistique.

a) Corrélation entre la variable dépendante et les variables expliquées

Le tableau ci-dessous présente la corrélation entre la variable dépendante et les variables explicatives.

Tableau n°3. Corrélation entre variable dépendante et les variables indépendantes

	CA	LF	PF	NIVET	ANCIEN ET	TAIL L	IMPTAX	
Corrélation de Pearson	CA	1	-	-	-,405**	-,652**	-	,368**
	SAE	-,822**	1	,579*	,452**	,679**	,380**	-,447**
	RTI	-,448**	,579**	1	,830**	,800**	,830**	-,241**
	NIVET	-,405**	,452**	,830*	1	,836**	,884**	-,240**
	ANCIEN T	-,652**	,679**	,800*	,836**	1	,816**	-,277**
	TAILL	-,372**	,380**	,830*	,884**	,816**	1	-,170*
	INSTAPO	,368**	-	-	-,240**	-,277**	-,170*	1
Signification (unilatérale)	CA		,000	,000	,000	,000	,000	,000
	LF	,000		,000	,000	,000	,000	,000
	PF	,000	,000		,000	,000	,000	,003
	NIVET	,000	,000	,000		,000	,000	,003
	ANCIEN T	,000	,000	,000	,000		,000	,001
	TAILL	,000	,000	,000	,000	,000		,028
	IMPTAX	,000	,000	,003	,003	,001	,028	

** . La corrélation est significative au niveau 0.01 (unilatéral).
* . La corrélation est significative au niveau 0.05 (unilatéral).

Source : Nos analyses à l'aide du logiciel SPSS 20.0

Il ressort de ce tableau que la variable dépendante est très fort corrélé avec respectivement le la lourdeur fiscale et l'ancienneté de leurs entreprises mais négativement aussi significative au seuil de 0,01, ceci conformément aux prédictions théoriques. De même la pression fiscale, le niveau d'étude des dirigeants et la taille des entreprises sont corrélé négativement avec le CA

dans les entreprises. En revanche, la corrélation entre l'impôt et taxe est positive, fort et significative.

b) **Modèle des déterminants de la fiscalité sur le niveau des investissements des entrepreneurs du Sud-Kivu en RD du Congo.**

Dans cette sous-section, il est question d'analyser les résultats d'estimation de notre modèle. Nous allons pour ce faire procéder à la spécification du modèle pour enfin discuter les résultats.

Tableau n°4 : Test de spécification du modèle

		Khi-Chi-deux	ddl	Sig.
Etape 1	Etape	110,953	6	,000
	Bloc	110,953	6	,000
	Modèle	110,953	6	,000

Tableau n° 5 : Récapitulatif des modèles

Récapitulatif des modèles			
Etape	-2log-vraisemblance	R-deux de Cox & Snell	R-deux de Nagelkerke
1	37,939 ^a	,585	,845

Source : Nos analyses de données avec SPSS 20.0

Afin d'apprécier la qualité du modèle, on se réfère aux pseudo-R² : plus le pseudo R² est proche de 1 plus les variables retenues sont pertinentes pour expliquer les comportements de la variable dépendante ; réciproquement, si le pseudo-R² s'approche de 0, les variables exogènes ne sont plus pertinentes. Cependant, une valeur de 0,585 pour les pseudo-R² peut être acceptée pour nos variables. Néanmoins, la qualité du modèle est évaluée par le Log Likelihood (ou log vraisemblance). Cet indicateur vaut 37,939.

Ce qui importe n'est pas la valeur en soi de cette mesure mais la différence de valeurs entre deux modèles. Pour savoir si cette différence est significative, on procède à un test du khi², avec un degré de liberté égale à la différence du nombre de paramètres entre les deux modèles ainsi comparés. La significativité de cette différence fait l'objet d'un test du khi², avec k (ici 6) degrés de libertés correspondants aux variables explicatives. Le résultat du

test indique une différence significative ($p < .001$). On n'en conclut que le modèle comprenant les variables indépendantes permet de mieux se rapprocher des valeurs de Y observées que le modèle vide. On en déduit alors que la significativité globale du modèle est bonne car le pseudo-R² (de Cox et Snell) indiquent que l'investissement dans les entreprises est expliqué à 58,5 % et à 84,5% (Nagelkerke) par les variables du modèle.

Cependant, cette conclusion requiert de la prudence car, contrairement au modèle de régression linéaire pour lequel les paramètres sont choisis de manière à maximiser le coefficient de la détermination R², les paramètres d'un modèle choix discrets (Probit ou Logit) n'est pas eux pris de manière à maximiser le pourcentage de prédiction correcte. C'est pourquoi, il est nécessaire de procéder à l'analyse de la capacité de prédiction du modèle estimé.

Tableau n°6: Test de Hosmer-Lemeshow

Etape	Khi-Chi-deux	ddl	Sig.
1	2,853	6	,827

Source : Nos analyses sous SPSS 20.0

Le test du rapport de vraisemblance montre que les coefficients relatifs aux variables indépendantes (β_i) ne sont pas tous simultanément nuls, un des coefficients au moins est significativement différent de 0. Etant donné que la p-value (0,827) est supérieure au seuil de signification de 0,10 (10%), nous ne pouvons pas rejeter l'hypothèse alternative de significativité globale du modèle. Le modèle est donc globalement bon. Le modèle est validé, il est compatible avec les données.

Tableau n°7: Résultats de l'estimation du modèle reprenant les variables retenues par le modèle logistique binaire

		A	E.S.	Wald	ddl	Sig.	Exp(B)
Etape1 ^a	LF	-,212	,272	,996	1	,000	1,08
	PF	,556	,251	,996	1	,000	2,09
	NIVET	-,075	,859	1,246	1	,044	,126
	ANCIENET	-,970	,219	5,937	1	,097	,051
	TAILL	-,771	,250	1,570	1	,015	,089
	IMPTA	,062	,064	,073	1	,01	1,064
	Constante	,470	,148	,000	1	,098	,053
a. Variable(s) entrées à l'étape 1 : LF, PF, NIVET, ANCIENET, TAILL, IMPTA.							

Source : Nos analyses sous SPSS 20.0

Les résultats de l'estimation du modèle démontrent que quatre variables sont significatives sur six au seuil de 10%. Nous allons éliminer les différentes variables non significatives et estimer de nouveau le modèle. D'où nous avons les résultats suivants :

		A	E.S.	Wald	ddl	Sig.	Exp(B)
Etape 1 ^a	LF	-,903	,436	4,295	1	,038*	1,466
	PF	,840	,358	5,498	1	,019*	1,316
	TAILL	-1,207	,281	18,426	1	,000*	,299
	IMPTA	,903	,436	4,295	1	,038*	1,466
	Constante	-2,356	1,470	2,570	1	,109*	,095
a. Variable(s) entrées à l'étape 2 : LF, PF, TAILL, IMPTA.							

Source : Nos analyses sous SPSS 20

*Seuil de significativité de 10 %

Considérant un seuil de signification de 10%, L'estimation du modèle par la méthode de Maximum de vraisemblance montre que les variables qui influencent significativement la taxation de la fiscalité sur le niveau d'investissement des entreprises du Sud-Kivu sont la lourdeur fiscale, la pression fiscale, la taille des entreprises, les impôts et taxes.

Cependant, les variables la lourdeur fiscale et la taille des entreprises influencent négativement sur le niveau d'investissement. Ces résultats nous permettent de nuancer notre hypothèse de recherche. Les coefficients estimés avec le modèle logit sont limités en ce sens qu'ils permettent seulement d'identifier la direction (positive ou négative) de relation entre la variable explicative et la variable expliquée. Ils ne prennent pas en compte les impacts ou effets marginaux. Ils peuvent en outre permettre d'identifier le degré ou l'importance relative de l'influence de chacune de variables explicatives du modèle. Notre modèle comportait 7 variables dont 6 exogènes et 1 endogène parmi elles, seules les variables lourdeur fiscale(LF), pression fiscale (PF), la taille de leurs entreprises « TAILL » et impôts et taxes (IMPTA) sont significatifs aux seuils 1%. Partant des analyses effectuées, les résultats obtenus montrent que la variable lourdeur fiscale et la taille de l'entreprise « TAILL » exercent une influence négative et significative sur l'investissement des entreprises au Sud-Kivu ceci au seuil de 1%.

S'agissant de la variable pression fiscale (PF); impôts et taxes (IMPTA) d'après les analyses faites, ces dernières influencent positivement et significativement l'investissement des entreprises au niveau de la Province du Sud-Kivu en RD du Congo.

Conclusion

Notre travail a comme objectif d'analyser l'impact de la fiscalité sur le niveau d'investissement des entreprises au Sud-Kivu. Il essaie d'évaluer s'il existerait une relation positive ou négative entre la fiscalité appliquée aux entrepreneurs et l'investissement des entreprises au Sud-Kivu en RD du Congo mais aussi déterminer le niveau à partir duquel la taxation fiscale est soutenable ou viable.

Grace à la modélisation par usage de la méthode de régression multiple avec l'application des moindres carrés ordinaires à l'aide du logiciel SPSS 20, Excel et Eview nous avons procédé à analyser des relations qui existent entre la variable endogène et les variables exogènes afin de tester nos hypothèses. Nous avons abouti aux résultats selon lesquels le système fiscal congolais porte en lui même les germes de son inefficacité .Par conséquent, il ne pourra être un levier de l'investissement que s'il est plus équitable et moins contraignant, que si le contribuable congolais paye son impôt avec un sens de civisme et de loyauté. Telles doivent être désormais les nouvelles bases d'un système fiscal qui favorise l'investissement, l'expansion des entreprises et donc la création d'emplois et de richesses .C'est dans ce sens que l'Etat devra poursuivre une politique de rationalisation, de lutte contre le gaspillage et de mobilisation des ressources internes en vue de gagner le pari de l'édification d'une société solidaire et d'un Etat de droit.

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

- Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (ANAPI), note d'information n°004, RDC, 2007,
- DIDIER, M, Des idées pour la croissance. Economica/Rexecode, Paris 2003,
- GBAKA, G-K, Le rôle de la fiscalité dans les pays du Tiers Monde: Cas de la Côte d'Ivoire, Thèse de doctorat en Economie, UCB, 1978,
- JEANSSEN, F., Les déterminants de la croissance de l'emploi des PME relatif aux caractéristiques du dirigeant d'entreprise, Centre Européen de la PME, Belgique, 2002,
- JOHANSSON, A. et al., « Taxation and Economic Growth » OECD Economics Department Working papers, n° 620, OECD publishing, 2008,
- KACOU, K. « Relation d'équilibre de long terme et causalité entre le déficit budgétaire, la pression fiscale, le financement extérieur et le niveau de produits en coté

- d'Ivoire» In Politique Economique et Développement n°114, CIRES, CAPEC, Abidjan, 2005,
- KUIKEU. O, Conséquences de l'instabilité politique en Afrique : de la dépendance à l'égard des matières premières, Actualité et débats, 2012.
 - KASSOUM, B., Impact des politiques fiscales sur les recettes et la croissance en Côte d'Ivoire, Mémoire de DESS en Economie, Université CCODY, Abidjan, 2009,
 - LUENI NDALE M., «Cointégration et causalité du commerce extérieur et croissance économique au Sud-Kivu», In Revue de Philosophie Isidore Bakanja, Tome 8 n°2 Janvier 2018- Juin 2018,
 - LUENI NDALE M., «L'émergence du commerce transfrontalier au Sud-Kivu et la baisse des recettes douanières et fiscales? Quels paradoxes?» In Revue de Philosophie Isidore Bakanja, Tome 6 -n°2 Juillet 2017- Décembre 2017,
 - MAROUAN RADOUI, Impacts de la pression fiscale sur les entreprises marocaines ?, Mémoire de DEA en Economie, FSJESA, 2008,
 - MATHIEU, G., Vocabulaire de l'économie, Paris, 1973,
 - PAPADEKI, E., Les facteurs déterminants de la croissance des micros entreprises au Canada, Direction générale de la politique des PME, Canada, 2005,
 - ROUSSEAUX, P., Economie politique générale, Ed. J.DUCULOT, SA, GEMBLoux, 1975,
 - SEMEDO, G., Economie des Finances publiques, Ellipse, Paris, 2001.